

D'a Désertif' actions

2026



6^{eme} édition



Webinaires préparatoires

Compte-rendu du webinaire sur la gestion territoriale de l'eau pour faire face aux crises de sécheresses

Date : 11 décembre 2025

Organisateurs : Ce webinaire est co-organisé par le [CARI](#), le [pS-Eau](#), [Cités Unies France](#) et la [Coalition eau](#)

Participant·es : 72 participants

Intervenant·es :

Animation : M. Christophe Brossé, CARI

Panelistes :

- M. Mohamedou Baba Sy, Directeur programme eau à l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS – Tunisie)
- Mme Wafa Essahli, consultante experte environnement
- M. Antoine Orsini, Enseignant chercheur à l'université de Corse et président de la communauté de communes de Centre Corse
- M. André Viola, Président du Partenariat Français sur l'Eau, et président de la Communauté de commune Piège Lauragais Malepère.
- M. Hamet Diallo, Chargé de projet GIRE, GRET Sénégal



Information de cadrage sur le webinaire :

Ce webinaire est une contribution pour traiter la question centrale de Désertif'actions 2026 à savoir : **comment améliorer la résilience des territoires (écosystèmes et communautés) face aux sécheresses ?**

La problématique spécifique posée par ce webinaire est : « **Quelles modalités de gestion de la ressource en eau pour anticiper et mieux gérer en situation de pénurie de la ressource tout en conciliant les multi-usages ?** »

Les sous-questions auxquelles le webinaire cherchait à apporter des réponses :

- Quels sont les impacts des sécheresses sur la gestion de l'eau ?
- Dans quelles mesures une gestion territoriale de l'eau permet d'assurer une meilleure résilience au niveau des territoires
- Quelles solutions sont mises en œuvre par les acteurs du développement pour améliorer et faciliter cette gestion territoriale de l'eau face aux sécheresses ?
- Quels sont les leviers d'actions et de plaidoyer à activer pour accompagner une gestion territoriale de l'eau ?

Résumé des interventions et messages clés partagés :

Mohamedou Baba Sy, OSS : Etat des ressources en eau dans le monde et enjeux de la gestion globale de l'eau dans le cadre de l'augmentation des sécheresses

L'Afrique fait face à une crise hydrique croissante liée aux sécheresses, à la pollution, à la croissance démographique et aux usages intensifs de l'eau. La demande en eau a été triplée en 50 ans et plus de 2 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à une eau potable. Les sécheresses extrêmes ont augmenté de 22% depuis les années 2000. 1 personne sur 4 est aujourd'hui impactée par la sécheresse et 64 % de la population mondiale pourrait être exposée à un stress hydrique sévère.

Ces pressions fragilisent la sécurité hydrique, alimentaire et économique. La situation est d'autant plus complexe que l'eau est une ressource largement partagée : 106 aquifères transfrontaliers fournissent de l'eau à un tiers de la population africaine, et 64 % du continent se situe dans des bassins fluviaux transfrontaliers. La coopération entre États est donc essentielle pour éviter les tensions, harmoniser les usages et assurer une gestion durable.

La gouvernance de l'eau doit s'appuyer sur trois niveaux complémentaires :

- **Local**, pour la gestion communautaire et la connaissance du terrain ;
- **National**, pour les politiques publiques, la réglementation et les infrastructures ;
- **Transfrontalier**, pour la coordination, le partage équitable et la prévention des conflits. Une approche intégrée entre ces niveaux renforce la résilience hydrique.

Dans la gouvernance de l'eau la question de l'eau virtuelle, empreinte eau et eau globale est importante. L'eau virtuelle correspond à l'eau nécessaire à la production de biens exportés. Par exemple, produire un kilogramme de coton nécessite environ 10 000 litres d'eau. L'empreinte eau, développée pour l'UNESCO, mesure l'usage direct et indirect de l'eau par les activités humaines. L'approche "Eau Globale" combine différents types d'eau (bleue, verte, grise et virtuelle) pour mieux comprendre les flux hydriques réels associés aux productions et aux échanges commerciaux.

En Afrique, les ressources locales sont fortement sous pression. Les cultures d'exportation comme le coton, le cacao ou les dattes mobilisent des volumes massifs d'eau, souvent au



détriment des besoins locaux. Par exemple, les exportations de coton du Mali, du Burkina Faso et du Tchad représentent 45 milliards de m³ d'eau virtuelle par an. Ces déséquilibres entraînent des pénuries pour l'eau potable et l'agriculture vivrière, accentuant les risques socio-économiques et environnementaux.

Face à ces défis, l'approche "**Eau Globale**" apparaît comme un cadre pertinent pour repenser la gestion de l'eau en Afrique et ailleurs. Elle permet d'intégrer les dimensions locales, nationales et internationales, tout en tenant compte des flux invisibles d'eau associés aux échanges commerciaux. Cette approche favorise une vision systémique qui relie l'eau à la sécurité alimentaire, énergétique et environnementale.

Une gestion globale de l'eau permet de :

- Répondre aux défis interdépendants en intégrant les liens entre l'eau, la sécurité alimentaire, énergétique et environnementale
- Anticiper les impacts du changement climatique en adoptant des stratégies basées sur des scénarios régionaux et internationaux.
- Renforcer la coopération transfrontalière en harmonisant les politiques entre les pays partageant des ressources hydriques
- Optimiser l'utilisation des ressources en prenant en compte les flux locaux, régionaux et mondiaux
- Promouvoir la durabilité économique et environnementale en valorisant les ressources hydriques à travers des pratiques responsables.
- Assurer la sécurité hydrique mondiale en répondant aux besoins croissants liés aux accroissements démographique et d'urbanisation.

Cette gestion durable de l'eau en Afrique nécessite une transformation profonde des pratiques actuelles, fondée sur une compréhension globale des flux hydriques et sur une coopération renforcée entre les acteurs. L'approche "Eau Globale" offre un cadre stratégique permettant de concilier développement économique, sécurité hydrique et résilience face au changement climatique.

Wafa Essahli, consultante : Retours sur les ateliers préparatoires de désertif'actions : identifications de freins et des leviers pour une gestion globale de l'eau

Cette synthèse qui est présentée s'appuie sur les comptes rendus des 8 ateliers organisés dans 7 pays qui ont cherché à répondre à la question : comment concilier les différents usages des ressources en eau pour anticiper les risques de sécheresses et éviter les conflits.

Les 8 ateliers confirment que la gestion territoriale de l'eau est un thème central pour renforcer la résilience des sociétés face à la sécheresse et à la dégradation des terres, avec des dynamiques contrastées

Les ateliers font également ressortir un certain nombre d'enseignements transversaux :

- La rareté n'est pas qu'un déficit de ressource : elle résulte d'une mauvaise coordination entre usages, secteurs et institutions
- La gouvernance de l'eau reste trop centralisée : faible participation des collectivités et communautés
- La transparence et la donnée sont les angles morts de la gestion hydrique : absence de suivi piézométrique, de partage public des prélèvements
- Les inégalités d'accès à l'eau productive aggravent les fractures sociales et de genre
- Les savoirs locaux (techniques oasiennes, gestion coutumière, pratiques endogènes) restent marginalisés
- Les tensions entre développement agricole et conservation de l'eau persistent : subventions, cultures de rente, irrigation intensive



- Les acteurs locaux demandent une reconnaissance officielle de leur rôle dans la gestion durable de la ressource

Mais ils font aussi état d'un consensus sur :

- L'eau est un bien commun et un levier de cohésion territoriale
- L'urgence d'une gouvernance territoriale et multi-acteurs
- La nécessité d'interactions entre des politiques de l'eau, de l'agriculture et du climat
- Favoriser la gestion de la demande avant la multiplication de l'offre
- Le rôle central de la concertation et de la médiation
- La connaissance comme fondement de l'action publique
- Et la transition agroécologique comme levier d'adaptation

Les ateliers ont également identifiés un certain nombre de questions qui reste encore non résolue :

- **Niveau de décision et subsidiarité réelle** : comment articuler les décisions locales (communes, bassins, projets de territoire) avec les cadres nationaux et régionaux ? Quelle place donner aux collectivités dans la planification hydrique ? Le modèle de gouvernance multiniveaux, bien que souhaité, reste encore à préciser et à institutionnaliser
- **Financement durable de la gouvernance locale de l'eau** : Comment sécuriser les budgets d'animation territoriale et de suivi des prélèvements ? Faut-il envisager une fiscalité locale de l'eau ou des mécanismes de redevances partagées entre usagers pour maintenir ces fonctions publiques ?
- **Limites de la régulation face aux inégalités d'accès** : quel cadre opérationnel pour assurer la justice hydrique qui combine accès, équité et priorisation des usages vitaux ?
- **Le statut juridique et institutionnel de la ressource** : Comment traduire la vision partagée de bien commun en normes légales, chartes locales et dispositifs de régulation ?
- **Les défis de la donnée, du suivi et de la transparence** : construction d'observatoires territoriaux intégrés, interopérables et participatif - confiance dans les données : qui les produit, qui les valide, et comment les rendre publiques sans risque d'instrumentalisation ?
- **Les conflits d'usages et la prévention des tensions** : Comment institutionnaliser la médiation hydrique comme fonction publique territoriale à part entière ?
- **La planification prospective et la vision à long terme** : la construction de trajectoires de résilience nécessiterait des outils de simulation partagés, intégrant le climat, les usages et les dynamiques économiques locales

Face à ces constats et ces questions plusieurs recommandations ont été faites par les participants des ateliers préparatoires suivant différentes cibles :

États / Gouvernements

- Intégrer la lutte contre la sécheresse et la GIRE dans les politiques publiques
- Décentraliser la gestion de l'eau et renforcer les moyens techniques et humains locaux
- Instaurer des mécanismes de transparence sur les usages et les données hydriques
- Anticiper les crises plutôt que d'y répondre dans l'urgence

Bailleurs et partenaires techniques

- Flécher les financements vers la gouvernance, la connaissance et la participation, pas seulement les infrastructures
- Soutenir la formation et la coordination territoriale
- Favoriser des programmes intégrés eau-agriculture-société civile

Collectivités et société civile

- Mettre en œuvre des chartes locales de l'eau et des plans de partage équitable
- Valoriser les savoirs endogènes et l'expertise d'usage
- Renforcer les plateformes multi-acteurs et la coopération entre territoires

Secteur privé

- Publier les données de prélèvements et assumer la redevabilité de l'usage de l'eau
- Co-financer des actions de réduction d'impact et de restauration des nappes



Recherche et universités

- Produire et diffuser des données hydrologiques locales
- Développer des outils de suivi participatif et d'alerte sécheresse
- Articuler science et savoirs locaux pour des solutions adaptées

Table ronde multiacteurs sur la gestion globale de l'eau :

Antoine Orsini, Hydrobiologiste à Université de Corse, Président de la communauté de communes du Centre Corse et Administrateur de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse

Antoine Orsini intervient concernant la question de la donnée d'information pour aider à la décision publique. Pour M. Orsini, la donnée est fondamentale pour une bonne gestion de l'eau. Globalement les données sont manquantes (au niveau des centres de décision) sur les cours d'eau notamment sur les plusieurs points comme la question des étiages, les données des température de l'eau, qui est également importante pour des questions de santé, mais aussi sur les potentiels d'eaux souterraines pour palier à la perte des eaux de surface (« On a perdu 30% du débit des cours d'eau, mais on ne sait pas ce qu'on a en dessous »). La donnée est indispensable pour la décision publique, mais aussi pour la population, pour la prise de conscience de la rareté de la ressource.

Ensuite une bonne gouvernance de l'eau est une gouvernance qui doit être à la bonne échelle pour éviter les conflits. En Corse, chaque année il y a des conflits entre usage notamment liés aux activités touristiques. En France, il existe plusieurs échelle de gestion de l'eau notamment l'échelle de bassin versant avec les Agences de l'eau, mais on ne gère pas l'eau d'un territoire à partir de bureaux éloignés. En Corse a été mis en place le PTGE (projets de territoire pour la gestion de l'eau). Ces projets reposent sur une approche globale et partagée de la ressource en eau à l'échelle de territoires cohérents avec, pour objectif, l'atteinte d'un équilibre entre les ressources disponibles et les besoins aussi bien des usages que des milieux aquatiques, en vue d'une gestion durable de l'eau.

André Viola, Président du Partenariat Français pour l'Eau, Président de la communauté de communes Piège-Lauragais-Malepère

Le département de l'Aude connaît des phénomènes de sécheresse qui sont de plus en plus récurrent, alternant des périodes de manque d'eau, conduisant à des feux de forêts importnat, mais aussi de précipitations forte avec une augmentation des épisodes de crues et d'inondations. De même on observe la multiplication des conflits, notamment entre agriculteur et usager eau potable ou encore entre agriculteur et tourisme fluviale.

Dans ce contexte, d'augmentation des conflits autour des usages, les collectivités territoriales sont le bon échelon pour anticiper et gérer ces enjeux. Ce n'est pas au moment des conflit qu'il faut mettre les gens autour de la table. Il est important de mettre l'ensemble des acteurs en lien en amont et en cassant les silos.

Il est également important d'avoir une gestion par bassin de vie et non toujours sur des limites administratives. La question humaine est très forte dans les rapports à l'eau.

Aujourd'hui, il est nécessaire d'avoir des règles sur l'eau au niveau national voir au niveau international, mais cela doit se décliner à l'échelle local pour prendre en compte l'ensemble des paramètres notamment le paramètre humain et d'avoir une gestion décentralisée le plus possible.

Il a été évoqué ensuite avec André Viola la notion de l'eau comme bien commun. L'eau est un bien commun donc tout le monde a son mot à dire et notamment les populations les plus vulnérable car



elles sont les plus impactées selon les pays. Mais l'implication de l'ensemble des acteurs nécessite un réel effort pour une équité de la représentation de chaque acteur dans les instances de discussion et de décision, ce qui n'est pas toujours le cas. Les collectivités locales sont certainement les plus à même de pouvoir identifier et intégrer l'ensemble des acteurs sur leur territoire, en allant à la rencontre de l'ensemble des populations sur le terrain notamment celles qui n'ont pas accès à l'eau pour comprendre les raisons et les faire participer aux propositions. « Il y aura toujours des réponses techniques mais pas toujours adaptées à la socioologie des territoires ». Avoir une gestion moins centralisée facilitera une meilleure gouvernance mais attention ce n'est pas acquis.

Hamet Diallo, responsable de projet gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), GRET Sénégal

En période de crise il est naturel d'aller chercher des solutions dites techniques pouvant être utiles mais parfois maladaptées car le dispositif mis en place ne permet pas une gestion durable, à cause de coûts financiers élevés mais aussi des coûts énergétiques importants.

Par exemple dans les Niayes tout le monde (agriculteur ou Etat) font appel au tout technologie : forage profond, solaire, motopompe, goutte à goutte..., mais cela n'est pas optimum car les nappes continuent de descendre. Si on prend l'exemple de l'énergie solaire, les agriculteurs pompent plus d'eau car le coût énergétique est moins élevé et les pompes tournent plus longtemps. Cela crée en plus des inégalités entre agriculteurs mais aussi entre acteurs économiques (agrobusiness et petite agriculture). Avec la diminution des ressources en eau on voit de plus en plus d'agriculteur quitter leur terre avec en plus une pression foncière pour l'habitat qui s'accélère.

Le GRET a mis en place de un projet de gestion participative qui a permis de faire émerger des propositions pertinentes qui permettent d'aller vers des règles pour une meilleure gestion locale de l'eau avec la mise en place de plan locaux GIRE (transition agroécologique, suivi des nappe à travers de la formation, ...).

On est revenu également avec M. Diallo sur la question de la gestion transfrontalière de la ressource qui est commune et donc source de tension. En effet, le bassin fleuve Sénégal paragé entre 4 pays fait l'objet d'une coopération transfrontalière avec la mise en place d'un organe de gestion du bassin du Fleuve Sénégal. Au sein de ce bassin, la question de la sécheresse est importante et les états se sont réunis afin d'identifier des priorités pour l'ensemble du bassin. C'est une première avancée, mais malheureusement les priorités ne sont pas toujours en lien avec les besoins des populations locales avec des conflits d'usages qui se multiplient. Pour palier à cela, plusieurs ONG en lien avec des collectivités territoriales ont mis en place des dispositifs pour une meilleure prise en compte des besoins locaux dans les discussions au sein de l'organisme de gestion du bassin du Fleuve Sénégal.

Suite à ce panel un échange a eu lieu avec l'ensemble des participants faisant ressortir les éléments suivant :

- La notion d'eau virtuelle est importante à prendre en compte, surtout en lien avec les exportations. À travers certaines cultures et produits, il y a des quantités très importantes d'eau qui sont exportées d'un continent à l'autre.
- La nécessité de la planification à long terme et d'intégrer l'eau dans les plans d'aménagement des territoires avec l'affectation des usages en intégrant l'adaptation et l'atténuation au changement climatique.



- Dans les cas de crise, la priorité est donnée à l'eau potable. Il est donc important de connaître ces besoins pour planifier les autres usages
- Pour travailler à l'échelle des bassins ou des sous-bassins, il est nécessaire d'intégrer plus de démocratie locale dans la planification territoriale.
- Il existe aujourd'hui un développement des opérations d'aménagement communautaire (zaï, demi-lune etc.) dans les zones où il y a peu d'eau, avec comme objectif d'optimiser la moindre goutte d'eau qui tombe sur la parcelle. Certaines pratiques sont mises en place comme la collecte des eaux de surface dans des mares aux profits des éleveurs et parfois des petits agriculteurs (boulis au Burkina par exemple), mais très peu d'étude d'impact de ces pratiques sont réalisées. Ces pratiques de retenue collinaire sont une alternative aux grands barrages comme solution à la raréfaction de l'eau (à différencier des barrages pour protéger les populations).
- Les médias ont un rôle important pas uniquement en terme de couverture médiatique mais aussi dans les actions de développement. Il faut les intégrer et les impliquer sur l'ensemble des domaines, ainsi qu'un bon usage des réseaux sociaux.
- Travailler sur la connaissance: diffusion des données, de la connaissance sur les ressources en eaux aux acteurs locaux, comme préalable à leur implication dans une réflexion collective.

« On a beaucoup réfléchi en fonction de nos besoins aujourd'hui nous devons changer notre mode de réflexion en se basant sur l'existant », « il faut avoir une approche de la gestion de l'eau en partant de la base »

Regardez l'enregistrement du [webinaire sur Zoom](#)

Apprenez en plus sur Désertif'actions 2026 [sur le site de l'initiative](#)

Organisé par



Nations Unies
Convention sur la lutte
contre la désertification



OBSERVATOIRE
DU SAHARA
ET DU SAHEL

Avec l'appui de



Avec le soutien financier de

